

14 juin 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le journal polonais "Gazeta Wyborcza" du 14 juin 2007, sur les relations franco-polonaises, la place de la Pologne dans l'Union européenne, la question de l'identité nationale et sur la politique d'ouverture en France.

QUESTION - Monsieur le Président, merci d'avoir accepté de donner une interview à "Gazeta Wyborcza".

LE PRESIDENT - Je suis très heureux de vous recevoir à l'Élysée.

QUESTION - C'est également un grand honneur pour nous. Nous nous rappelons tous la réaction d'une partie de la presse française à la veille du référendum sur le projet de la constitution européenne en France. Monsieur le Président quel message adresseriez-vous aujourd'hui au "plombier polonais" ?

LE PRESIDENT - La Pologne dispose certainement d'excellents plombiers, mais ce n'est pas le plus important pour moi. La Pologne c'est 38 millions d'habitants, c'est le sixième pays d'Europe par la taille. J'ai toujours défendu l'idée que la Pologne appartenait à la famille des grands États européens. La preuve, lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, j'avais créé le G-5 composé de cinq pays qui collaboraient étroitement dans le domaine de la lutte contre la criminalité. J'ai demandé alors que ce groupe soit élargi à la Pologne et devienne le G-6. Justement, parce que la Pologne est un grand pays. Grand du point de vue démographique, mais aussi parce que la Pologne est une très grande civilisation qui a une histoire extrêmement ancienne. Par ailleurs, la Pologne est très proche de la France. Elle est un des rares pays au monde avec lequel nous n'avons jamais été en guerre. Au cours des années 80, la Pologne a donné l'exemple aux autres pays de la lutte pour la liberté. D'ailleurs, à qui le dis-je ? Vous même, Adam, vous avez passé 6 ans en prison.

QUESTION - On ne peut pas le nier, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - La Pologne a toujours porté des valeurs chrétiennes importantes dans l'idée que l'on se fait de la civilisation européenne. Cela donne à la Pologne, pays le plus important parmi les nouveaux États membres de l'UE, des responsabilités particulières, car elle doit donner l'exemple. Elle l'a déjà fait par sa croissance économique, par l'effort entrepris en vue d'équilibrer ses finances publiques. C'est pourquoi cette visite en Pologne est pour moi très importante.

QUESTION - Quels sont les arguments que vous utiliserez pour convaincre le Président de la Pologne de la nécessité d'un compromis sur la Constitution européenne.

LE PRESIDENT - L'Union européenne, c'est l'apprentissage du compromis permanent. Sans compromis, il n'y a pas d'Europe. L'Union européenne, ce sont des pays différents qui ont des histoires différentes, qui ont en commun une souveraineté partagée et qui, par-dessus tout, sont capables de s'ouvrir aux autres. C'est comme cela que je comprends la civilisation et la culture européennes.

Donc, être Européen, c'est être partisan d'un compromis, de gestes réciproques pour pouvoir se comprendre et s'entendre. Lorsque je dis que la Pologne appartient à la famille des grands pays européens, je le fais pour souligner sa responsabilité essentielle. Si chaque pays s'en tenait à la seule défense de ses intérêts, il n'y aurait pas d'Union. Je le dis ouvertement, car j'ai fait moi-

même un grand effort dans ce domaine. J'ai soutenu la Constitution européenne lors du référendum et j'ai voté "oui". Malgré cela, j'ai été élu président d'un pays qui a dit "non" à la Constitution européenne. Ensuite, j'ai dit qu'il fallait un traité simplifié, ratifié par le Parlement et non pas par référendum.

J'ai pris un risque en le disant avant les élections, pas après !

QUESTION - Que direz-vous au Président Kaczynski ?

LE PRESIDENT - Je dirai à nos amis polonais avec qui je partage la même conception de la souveraineté nationale, avec qui nous coopérons étroitement sur les dossiers agricoles, ainsi que dans le cadre des négociations de l'OMC, qu'il ne faut pas remettre en cause l'équilibre institutionnel fixé par le traité constitutionnel.

Je connais votre Président. Je l'ai rencontré lors de mes deux visites en Pologne. J'étais alors ministre de l'Intérieur, et M. Lech Kaczynski n'occupait pas encore les plus hautes fonctions de l'Etat.

J'y vais en ami et en Européen pour dire à des amis, à des Européens, voilà nous devons ensemble sauver l'Europe pour la sortir de l'immobilisme.

Si chacun d'entre nous fait preuve d'une intransigeance totale, c'est-à-dire si les Anglais s'opposent à une référence à la déclaration des droits fondamentaux, si les Polonais disent non à la double majorité, si les Français disent non à toute modification institutionnelle, alors se pose la question : que faisons-nous ensemble ?

Je vous dis cela d'autant plus facilement que je n'ai jamais reproché aux pays de l'Est de l'Europe leur amitié avec les Etats-Unis. Jamais. Personne ne peut trouver un mot de moi sur ce sujet.

Pourquoi ? Je l'ai dit d'ailleurs à Monsieur POUTINE au sommet du G8. J'ai dit que l'histoire et la solidarité européenne nous impose de comprendre les Tchèques et les Polonais.

QUESTION - Pourquoi ?

LE PRESIDENT - Comme vous le savez, mon père est Hongrois. Je comprends l'état d'esprit des Européens de l'Est. N'oublions pas que, pendant 50 ans, nous, les Européens de l'Ouest, nous avons laissé les Européens de l'Est à eux-mêmes. Derrière un mur. Ils veulent aujourd'hui la paix et la prospérité dans le cadre de l'UE. Il n'y a probablement pas d'autre nation aussi pro-européenne que les Polonais. Depuis le début du 18ème siècle, la Pologne a été plus souvent occupée que libre. Et si les Polonais et les Tchèques cherchent leur sécurité dans l'amitié avec les Etats-Unis, je ne peux pas leur reprocher. Cependant l'Europe est un compromis. S'il n'y a pas de compromis, il n'y a pas d'Europe.

Depuis que la Pologne est dans l'UE, elle a fait de grands progrès économiques. Nous avons évoqué le plombier polonais. Plus de 800.000 Polonais travaillent à l'extérieur de la Pologne, dans l'Union. Que se passerait-il s'ils restaient en Pologne ? Y aurait-il des emplois pour tout le monde ? Et puis dans les relations avec la Russie il vous est plus commode d'être membre de l'Union plutôt que d'être seul.

QUESTION - Comment voyez-vous alors l'avenir du Traité constitutionnel ?

LE PRESIDENT - La France et la Pologne ont besoin d'une Europe forte, active et unie. Nous avons déjà perdu trop de temps, dans un monde qui change très vite et dans lequel, en quelques années, des acteurs majeurs se sont affirmés, comme la Chine et l'Inde, ou réaffirmés, comme la Russie. Face à ces géants, l'Europe doit sortir sans tarder de sa paralysie institutionnelle. Elle doit surtout être unie.

Il nous faut maintenant aller très vite. Le prochain Conseil européen des 21 et 22 juin doit permettre de nous mettre d'accord sur le contenu du traité simplifié pour qu'il soit signé avant la fin de cette année et entre en vigueur avant la fin de l'année 2008, au plus tard avant les élections européennes de 2009. Ce sera un signe fort pour les Européens.

QUESTION - Qu'attendez-vous de la Pologne ?

LE PRESIDENT - Je suis convaincu que nous devons moins nous intéresser à la capacité de blocage ou au poids comparé de tel ou tel, mais davantage à la capacité de l'Union à décider et à agir.

QUESTION - Pouvez-vous préciser les propositions françaises ?

LE PRESIDENT - Je suis venu rencontrer le Président et au Premier ministre polonais au

LE PRESIDENT - Je suis venu proposer au Président et au Premier ministre polonais un partenariat franco-polonais stratégique, au coeur de l'Union qui repose sur nos intérêts nationaux partagés profonds : l'énergie, la politique agricole, le contenu solidaire de l'UE, notre vision d'une Europe forte sur la scène internationale. Ce partenariat privilégié fera de nos deux pays des moteurs dans l'Union, capables de répondre, ensemble, aux attentes fortes des citoyens. Je pense aux nouveaux défis en matière d'environnement, d'énergie, de lutte contre le terrorisme. Ce partenariat, nous ne pourrions pas le bâtir sur la désunion de l'Europe.

QUESTION - Estimez-vous que le projet d'une Europe à deux vitesses représente une menace réelle pour l'UE ?

LE PRESIDENT - Non, je ne parle pas de deux vitesses différentes. Cependant, en politique ceux qui veulent avancer plus rapidement ne doivent pas être empêchés par ceux qui veulent aller moins vite. Néanmoins, tout le monde peut monter dans le train. Si nous voulons une politique d'immigration commune et qu'un autre pays n'en veut pas, c'est son droit, mais qu'il ne nous empêche pas d'avancer.

QUESTION - Monsieur le Président, concrètement quel est le but de votre visite en Pologne ?

LE PRESIDENT - Le but, c'est d'essayer de convaincre les dirigeants polonais que la Pologne est devenue si importante en Europe que l'on a besoin d'elle pour avoir un compromis sur le traité simplifié. Et puis, je vais vous dire autre chose, je connais l'âme polonaise, elle est fière et venir c'est une façon de considérer la nation polonaise. Je ne suis pas de ceux qui disent qu'ils appartiennent à un vieux pays fondateur de l'Europe et que vous, vous êtes de ceux qui viennent d'arriver. Ce n'est pas ma conception. Vous occupez la place qui vous revient de droit en Europe. Vous avez également une grande responsabilité pour l'avenir de l'Europe. Vous avez des droits et des responsabilités. Cela, on ne le dit pas au téléphone, il faut se rencontrer, et c'est pourquoi je viens.

QUESTION - Si je comprends bien vous avez fait allusion à une phrase célèbre de votre prédécesseur au Palais de l'Élysée.....

LE PRESIDENT - Je n'ai fait aucune allusion, je ne suis pas assez intelligent pour cela. (Rire) Je comprends les Européens de l'Est, je connais leur âme, leur sort, leurs rêves et leurs aspirations, les ressentiments et, en même temps, leur crainte de voir leur histoire tragique ressurgir. Mais moi, je n'ai pas vécu de l'autre côté du mur de Berlin. Je ne vais donc pas donner des leçons à ceux qui ont vécu, qui ont souffert.

QUESTION - Que va-t-il se passer le Président polonais insiste sur les questions des racines carrées ?

LE PRESIDENT - La racine carrée ? Je ne suis pas forcément d'accord mais je peux comprendre ceux qui y sont favorables. Je respecte la conception de la racine carrée, mais le problème n'est pas là.

Si vous étiez un petit pays, vous pourriez vous arc-bouter parce que votre identité serait en jeu. Mais vous êtes un grand pays qui doit tirer l'Europe dans la bonne direction avec les grands pays. On ne peut pas être un grand pays d'Europe et dire en même temps : " j'ai moins de responsabilités, je peux bloquer ". C'est pourquoi à deux jours de l'élection présidentielle, j'ai été le seul parmi les candidats à dire que si je gagnais, il n'y aurait pas de référendum. C'était dur. Je l'ai fait car je suis convaincu que la France ne peut pas bloquer. La Pologne ne peut pas bloquer l'Union européenne. Être un grand pays cela ne présente pas que des avantages.

QUESTION - Quels sont les plus grands pièges qui menacent l'UE ?

LE PRESIDENT - J'en vois deux. Le premier, c'est que chacun pense seulement à ses avantages et refuse d'accepter tout inconvénient. Le second, c'est la conviction que l'UE est si universelle qu'elle peut s'adresser à tous les pays. C'est très beau de vouloir la stabilité d'un voisin, mais pas au prix de la déstabilisation de l'Europe.

QUESTION - Où sont les limites du multiculturalisme ?

LE PRESIDENT - Je pense comme Claude Lévi-Strauss, un grand ethnologue français, que l'identité n'est pas une pathologie. Cependant, le fait que l'identité existe ne devrait pas nous amener à rejeter la diversité. Faut-il une limite à la diversité ? Ce serait compliqué, car chacun apporte ce qu'il est, et il faut accepter cette part d'identité tout en rejetant le communautarisme.

Je dirais que la diversité est moins dangereuse que son absence. Et que les sociétés meurent plus souvent de la consanguinité que de la diversité. Les civilisations qui ne se sont pas ouvertes ont disparu.

QUESTION - Quelles seront les priorités de votre action dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune ?

LE PRESIDENT - La PESC est une politique encore jeune et fragile, mais absolument nécessaire. Dans le monde incertain dans lequel nous vivons, l'Union européenne doit parler d'une seule voix pour être en mesure de peser réellement et pour promouvoir efficacement nos intérêts et nos valeurs.

QUESTION - Quelles sont vos priorités concernant les relations franco-russes ? Quel est le rôle de l'UE dans ces relations ?

LE PRESIDENT - La solidarité des Etats membres de l'UE est un principe fondamental. C'est pourquoi la France est pleinement solidaire de la Pologne. Cette solidarité s'exprime d'une manière qui peut être très concrète, comme c'est le cas dans l'affaire de l'embargo russe sur les exportations de viande polonaise.

Je suis convaincu que la Russie est pour l'Union un partenaire incontournable : il nous faut fonder nos relations sur des résultats concrets, en particulier dans des domaines prioritaires comme l'énergie, l'espace, l'aéronautique, le renforcement de l'état de droit ainsi que les échanges entre sociétés civiles.

La construction d'espaces de coopération entre l'Union européenne et la Russie est un gage de paix et de prospérité pour le continent européen dans son ensemble. C'est dans l'intérêt de la Pologne et, au-delà, de tous nos pays.

QUESTION - Vous avez insisté sur l'importance des relations de la France avec les Etats-Unis, doit-on s'attendre à une inflexion des relations franco-américaines ? Quelle place assigner à la relation entre l'Union et les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - Je veux apporter un esprit nouveau dans les relations entre l'UE et les Etats-Unis comme dans nos relations bilatérales.

Pendant la campagne, j'ai souvent eu l'occasion de rappeler mon profond attachement à l'amitié qui unit la France et les Etats-Unis. Nous, Européens, partageons avec les Américains beaucoup plus que des intérêts, des valeurs communes.

Pour autant, alliés ne veut pas dire " ralliés " £ et nous devons accepter d'avoir parfois des désaccords.

QUESTION - Une question sur la nouvelle situation en France. Après la victoire de la droite, les extrêmes ont été marginalisés, les communistes, les gauchistes, le Front National. Quelle est votre vision de la nouvelle politique française sans extrêmes ?

LE PRESIDENT - Les extrêmes sont un grand problème pour la démocratie. Des millions de gens pensent que les partis non républicains expriment le mieux leurs aspirations. Cela révèle une défiance à l'égard des hommes politiques. Cela freine la modernisation d'un pays, puisque tous les problèmes sont vécus de façon émotionnelle et jamais de façon raisonnable. J'étais persuadé que l'on pouvait baisser le score du Front National pour que les partis qui respectent les valeurs républicaines occupent un espace public aussi grand que possible. Nous avons réussi.

QUESTION - Que signifie pour vous aujourd'hui l'identité française ?

LE PRESIDENT - La France, ce n'est pas simplement une démocratie. La France, c'est la République, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est l'égalité des hommes et des femmes, ce sont les valeurs républicaines, c'est notre identité française. Et j'ai dit aux Français : nous n'avons pas assez pris la peine d'expliquer ce qu'était la France et c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que tant de nos concitoyens ne se soient pas intégrés. Comment le peuvent-ils si on ne leur a jamais expliqué dans quel pays ils sont venus.

QUESTION - L'avenir de l'UE peut-il être républicain dans le sens que le comprend la France ?

LE PRESIDENT - Je serais arrogant si je voulais que toute l'Europe soit républicaine à la manière française. En tous les cas, il y a une question qui se pose, c'est la question de savoir si l'Europe a des frontières, ou si ce n'est qu'une idée abstraite. J'estime que l'Europe a ses frontières, ce qui

signifie qu'elle a également son identité. Si tout le monde a le droit de rentrer en Europe, il n'y aura plus d'Europe. On n'obtiendra pas grand chose en mettant trop de personnes autour de la table. On discute si oui ou non la Turquie doit adhérer à l'Europe. Cette question a été mal posée. Il s'agit de savoir à quel niveau d'élargissement l'Europe cessera d'être l'Europe.

QUESTION - Vous avez proposé une nouvelle formule de l'identité nationale et de tradition françaises. Vous avez cité Jean Jaurès, Léon Blum, et le parti communiste - " parti des fusillés " pendant la guerre. Dans la politique française c'est un nouveau ton. Comme on dit en France, c'est le ton qui fait la chanson, quelle chanson, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Pour être élu en France, il faut connaître son histoire et sa littérature, il faut citer de grands auteurs et poètes. C'est une spécificité française qui oblige les gens à se référer à Victor Hugo, à Verlaine et à Jaurès. Cependant, il n'y a pas deux histoires de France, celle de la gauche et celle de la droite. Il n'y a qu'une seule Histoire de la France. Et nous sommes tous ses héritiers.

QUESTION - La composition de votre gouvernement se réfère à l'unité d'un type nouveau. On y trouve Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et Mme Rachida Dati, Ministre de la Justice. Est-ce la fin de la traditionnelle division gauche - droite ?

LE PRESIDENT - Moi, je suis un homme de droite. Les Français ont voté pour un projet clair, donc il y a une stratégie, mais pour la mettre en oeuvre, j'ai besoin des meilleurs. Or les meilleurs ne se trouvent pas qu'à droite.

QUESTION - Ce n'est pas la tactique utilisée seulement pour la période électorale ?

LE PRESIDENT - Non, je suis pour les changements et je suis très content de M. Kouchner.

QUESTION - Quel est le sens et la portée de la politique d'ouverture que vous avez initiée au lendemain de votre élection à la Présidence de la République ?

LE PRESIDENT - J'ai voulu cette ouverture parce que le devoir d'un Président, c'est de rassembler une majorité, et que le devoir d'une majorité, c'est de s'ouvrir. Le Président de la République ne peut être l'homme d'un parti ou d'un clan. Il est l'homme de la Nation. Mon projet pour la France est très ambitieux. Je veux réformer en profondeur notre pays pour le moderniser. Parce que les changements seront forts, j'ai besoin d'une majorité large.

JOURNALISTE - Merci Monsieur le Président et nous vous souhaitons une visite fructueuse en Pologne.